

« Un budget sincère et responsable »

WALLONIE L'exercice 2015 permettra d'économiser 650 millions. Rigueur ou austérité ?

- ▶ Tous les chiffres connus depuis l'été sont confirmés par le gouvernement wallon.
- ▶ « Ce ne sera pas indolore, mais on ne touche pas à l'essentiel. »

Chacun sa méthode. Ce jeudi, le gouvernement wallon a accouché d'un budget 2015 négocié « en toute cordialité », assurent les partenaires PS et CDH. « Nous avons travaillé à un rythme soutenu mais raisonnable, explique Paul Magnette (PS), le ministre-président. On négocie mieux le jour que la nuit. Nous avons pris le temps de réfléchir, de relire. »

1 Déjà vu, déjà connu. Exercice budgétaire facile ? Non, mais le terrain avait été largement débroussaillé lors des négociations de majorité en juillet. L'exécutif connaissait l'ampleur du déficit global : 1,1 milliard. Il avait fixé son objectif : le retour à l'équilibre pour 2018. Il s'était autorisé un mali de 450 millions pour 2015. Il connaissait donc l'ampleur de l'effort à réaliser l'an prochain : 650 millions. Le rapport entre le lissage des investissements (340 millions) et la baisse des dépenses de fonctionnement (310 millions) était réglé aussi, étant entendu que toute hausse de la fiscalité était d'emblée exclue.

2 « Indépendant de notre volonté. » Un trou de 1,1 milliard sur un budget de 13,5 milliards, c'est abyssal. « Mais ce n'est pas le résultat d'une mauvaise gestion », insiste Magnette. « La Wallonie n'a pas vécu au-dessus de ses moyens », ajoute Jean-Claude Marcourt (PS).

A l'initial, le budget 2014 présentait un boni de 86 millions. Dans un contexte « normal » avec une croissance et des re-

cettes en berne, le budget 2015 aurait affiché un mali de 190 millions. Mais la requalification par l'Europe des politiques publiques (le fameux « périmètre de la dette ») a un impact de 568 millions sur les finances wallonnes tandis que l'effort régional à l'assainissement des finances belges

pèse 329 autres millions. Paul Magnette évoque ici des « facteurs extérieurs » aux politiques régionales.

3 Le juste milieu. « Notre démarche par rapport au fédéral permet d'éviter l'austérité, explique le ministre-président. Le déficit à l'exercice propre passera de 450 à 300 millions en 2016, 150 millions pour 2017, avec retour à l'équilibre en 2018. Le lissage dans le temps des investissements ou la diminution des subventions ne seront pas indolores. Mais on ne touche pas au pouvoir d'achat et on parie sur le long terme en préservant le plan Marshall et les budgets des programmes Feder. » Maxime Prévot commente : « Nous sommes sincères : on ne rase pas gratis. Mais il n'y aura ni sang ni larmes, simplement une prise de responsabilité. »

Pas d'accord, disent déjà PTB et Ecolo : « C'est bien de l'austérité ! »

4 Le fédéral ? Le budget wallon intègre-t-il l'impact possible de mesures prises ces jours-ci au fédéral ? On pense au saut d'index qui pourrait profiter (un peu) aux finances régionales. La réponse est négative : « Faute de notification officielle, nous avons rédigé ce budget sur les bases légales connues, dit Paul Magnette. On évaluera l'impact éventuel le moment venu. Mais je pressens que les mesures de la suédoise ne seront pas bonnes pour les entités fédérées : les accises, les pensions, la taxation des intercommunales... »

5 Je lisse, tu lisses. Comment lisse-t-on un investissement ? L'idée est de faire en cinq ans ce qu'on avait prévu en trois. Christophe Lacroix (PS), le ministre du Budget, évoque le tourisme, les crèches, les maisons de repos, les infrastructures sportives, les zonings, les friches... Le lissage (340 millions donc) peut être purement budgétaire ou réel (report de travaux). « Mais toutes les promesses seront tenues et rien qu'en 2015, 380 millions d'investissements restent prévus. »

6 Dans les grandes lignes... Après le lissage, les économies sur les dépenses (310 millions). On n'en connaît encore que les grandes lignes : 60 millions grâce à la réduction de la dotation des pararégionaux (10 % sur trois ans dont 5 % en 2015), 8 avec le remplacement d'un agent sur cinq, 9,6 grâce à la baisse de la dotation des provinces, 55,5 gagnés sur les subventions facultatives, 32,2 sur les subventions fixées par décret, 10 sur les points APE, 13 avec la rationalisation des primes à l'expansion économique ou encore 38 en réorganisant les primes énergie et logement...

7 Les TEC aidés. Tout le monde devait fournir un effort. Sauf la politique des handicapés, qui est immunisée. Et sauf la société de transports (SRWT) et donc les bus des TEC : « Les mesures d'économies les concernent, mais elles bénéficieront d'une dotation complémentaire, décrypte Carlo Di Antonio (CDH). Résultat : 450 millions de moyens en 2014 et autant en 2015. » Dans ces conditions, pas question de faire grimper les tarifs. Sauf peut-être hausse des accises sur le diesel.

8 Et maintenant ? Le travail budgétaire n'est pas bouclé. Les ministres doivent prendre les mesures concrètes qui permet-

tront de rencontrer les objectifs chiffrés : quelles subventions revoir ? Quel investissement lisser dans le temps ? Peut-être le plus délicat. ■

COMMENTAIRE

ÉRIC DEFFET

**NI VU
NI CONNU,
J'T'EMBROUILLE ?**

C'est quand même pas de bol : avec son bon milliard de déficit tombé du ciel et un plan d'économies de 650 millions en un an, soit 5 % du budget annuel, la Wallonie avait tout pour faire la une des gazettes et les gros titres des journaux télévisés.

Mais voilà que déboulent Charles Michel et sa suédoise, et que le budget régional effectue illico la culbute dans l'antichambre de l'élite, comme disent les journalistes sportifs. La deuxième division, à laquelle on n'accorde qu'un regard poli, limite condescendant. Une dette qui culmine à 18 milliards ou un mali de 450 millions « auto-toléré » par le gouvernement PS-CDH ? Peccadilles en regard de l'âge de la pension ou d'un saut d'index. La Wallonie rentre dans le rang médiatique. Magnette et consorts ont-ils calculé leur coup ? On veut dire : profité de l'excitation autour du fédéral pour passer en douce. Genre « ni vu ni connu, j't'embrouille » ? Ce serait moche. Et cela risquerait de mettre le feu à la rue et à l'opposition politique. Quoique : là où il est aujourd'hui, le MR est sans doute mal placé pour dénoncer les mesures d'économie wallonnes.